Ainsi Monsieur le ministre, le système de santé français n'est pas en bonne santé ; la preuve se chiffrant en milliards d'euros de déficit de la Sécurité sociale. Au-delà du constat, on attend maintenant votre thérapeutique.

Allez-vous continuer, comme l'ont fait vos prédécesseurs, à vous plier aux pressions des firmes et des multiples lobbies du milieu, tout en pérorant sur la qualité des soins ?

Prenons le cas des médicaments. On pourrait choisir d'autres exemples : la coupure ville-hôpital ; la question des urgences ; l'avenir des soins à la campagne ; le déséquilibre démographique entre les généralistes et les spécialistes ; le rôle des infirmiers et le rôle des pharmaciens ; les formations initiale et continue des professionnels de santé ; les politiques de prévention ; le maintien à domicile des personnes âgées ; le sort des handicapés. Il y a tant à faire.

Mais le médicament, c'est concret : les faits sont faciles à mettre en évidence ; les dépenses sont importantes, tant en ville qu'à l'hôpital ; et il s'agit d'un révélateur de toute politique de santé.

Feuilletez donc, Monsieur le ministre, quelques "Rayon des nouveautés" de la *revue Prescrire*. Vous y verrez des choses consternantes : des nouveaux médicaments mal évalués, au prix de vente exorbitant, pour un progrès thérapeutique minime, parfois nul, dans les domaines les plus sensibles, dont la cancérologie ; des simagrées de déremboursement ; des agences du médicament dépendantes des lobbies industriels, sans moyens autonomes, qui n'assurent même pas correctement leurs tâches administratives les plus basiques.

L'exemple du médicament le montre : le "marché" ne peut réguler correctement un système de santé ; les responsabilités sont trop diluées : celui qui prescrit (choisit) n'est pas celui qui prend le médicament, ni celui qui paie ; celui qui consomme ne choisit pas et ne paie pas directement ; et ainsi de suite. Le tout orchestré par des tromperies médiatiques téléguidées. Sans parler, pour la France, des inerties conjuguées du monde politique, de la haute administration, des gestionnaires de la Sécurité sociale et ceux des assurances complémentaires.

Un grand nombre d'acteurs, parmi les consommateurs, les professionnels de santé, les responsables administratifs et politiques, ne mesurent pas leur responsabilité. Les conflits d'intérêts les plus divers sont banalisés. Le champ d'action des firmes est sans limite.

La maladie est grave, docteur. Il va falloir qu'on arrête les effets d'annonce. Il va falloir se décider à parler vrai, à définir collectivement une politique de santé claire, de longue haleine. Et tenir le cap.

La revue Prescrire

ÉDITORIAL

Lettre ouverte

Téléchargé sur prescrire.org le 25/04/2024
Copyright(c)Prescrire. Usage personnel exclusivement